



## La Beyond Oil and Gas Alliance

### Une feuille de route pour la sortie progressive des énergies fossiles

Juillet 2025

Environmental Investigation Agency (EIA) est une organisation non-gouvernementale engagée dans la protection de l'environnement et la lutte contre les atteintes aux écosystèmes, en particulier celles qui menacent notre climat.

### Énergies fossiles et climat : un verrou à lever d'urgence

Les énergies fossiles restent la principale cause du dérèglement climatique, en générant d'importantes quantités de dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ) et de méthane ( $\text{CH}_4$ ) tout au long de leur cycle de vie, de l'extraction à la combustion.<sup>1</sup>

Malgré l'urgence scientifique et politique, les États peinent à s'accorder sur des calendriers et plans clairs pour réduire leur dépendance aux hydrocarbures. L'attention reste principalement portée sur la réduction des émissions à la source (fumées industrielles, gaz d'échappement), sans questionner sérieusement la production elle-même. Par ailleurs, certains termes issus de l'industrie, comme les « fossiles non atténués » ou les « subventions inefficaces », permettent de justifier la poursuite de l'extraction.

Selon le Rapport 2023 sur la production de combustibles fossiles, rédigé par les Nations Unies, les plans actuels des gouvernements conduiraient à produire en 2030 plus du double d'énergies fossiles que ce qui serait compatible avec un réchauffement limité à 1,5°C, et plus de quatre fois plus en 2050. Cette trajectoire mènerait inévitablement à une catastrophe climatique, avec des points de bascule irréversibles.<sup>2</sup>

À l'approche du dixième anniversaire de l'Accord de Paris, ce cadre demeure la pierre angulaire de l'action climatique mondiale. Il fixe un objectif clair : limiter le réchauffement à 1,5°C, et impose aux États de renouveler leurs engagements tous les cinq ans. Lors de son adoption, cet Accord a tracé une voie ambitieuse. Mais la mise en œuvre collective s'est révélée insuffisante.

Au fil des années, les négociations sous la CCNUCC ont été régulièrement freinées par les intérêts liés aux énergies fossiles et certains États producteurs. Le principe de « ne laisser aucun pays de côté » a parfois été instrumentalisé pour justifier des blocages.

Dans ce contexte, des initiatives plurilatérales, à plus petite échelle et plus ciblées, ont vu le jour afin de contourner les impasses du multilatéralisme traditionnel. Parmi elles, la Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA) s'impose comme une réponse concrète.

### BOGA : une alliance stratégique pour une transition planifiée

BOGA offre un cadre concret pour les gouvernements déterminés à organiser une sortie progressive des hydrocarbures, en favorisant la coopération entre partenaires partageant les mêmes ambitions.

Lancée en 2021 lors de la COP26 par le Danemark et le Costa Rica, et aujourd'hui coprésidée par le Danemark et le Québec, cette alliance regroupe des autorités nationales et régionales engagées dans une gestion planifiée de la fin de la production pétrolière et gazière.<sup>3</sup>

Le fonctionnement de BOGA repose sur une hiérarchie d'engagements adaptée aux capacités et volontés des membres:

- **Membres principaux.** S'engagent à ne plus autoriser de nouvelles concessions ni licences d'exploration et

de production, et à fixer une date claire, en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris, pour cesser ces activités.

- **Membres associés.** Mettent en œuvre des mesures significatives visant à réduire la production, telles que des réformes ambitieuses des subventions, la suspension des financements publics à l'étranger pour l'exploration et la production fossile, ou la cessation des aides à la recherche sur les énergies fossiles.
- **Amis de BOGA.** Collaborent avec les signataires pour faciliter une transition globale socialement juste et conforme aux objectifs climatiques internationaux.

Depuis sa création, BOGA a renforcé la visibilité et l'impératif politique de la transition énergétique, suscitant des engagements concrets lors d'événements de haut niveau. Elle a également mis en place un secrétariat dédié et un fonds spécifique visant à accompagner les pays du Sud dans la définition et la mise en œuvre d'une économie post-pétrole.<sup>4</sup> Le Kenya et la Colombie ont été les premiers bénéficiaires en 2024.

## BOGA au service de l'Accord de Paris : renforcer les engagements et les actions

EIA considère que BOGA a été créé à un moment stratégique. Elle permet aux pays volontaires d'exercer un leadership mondial fondé sur une vision commune et une stratégie d'exécution partagée.

Au-delà de l'élargissement de ses membres, il est crucial de renforcer l'alliance et d'intensifier le soutien technique et financier apporté aux pays du Sud, notamment pour leur permettre de développer et de mettre en œuvre des programmes nationaux pluriannuels ambitieux, en garantissant une transition juste et financée.

Pour tenir les objectifs climatiques, la prochaine décennie devra marquer une rupture avec la précédente. Le développement de réseaux d'échange, la mise en œuvre de projets pilotes reproductibles, ainsi que la généralisation des bonnes pratiques, sont indispensables.

L'Accord de Paris ne faillit pas ; c'est notre capacité collective à le mettre en œuvre qui doit être renforcée. BOGA constitue une opportunité tangible de coopération internationale pour préserver notre système climatique.

## Recommandations

Dans cette perspective, EIA formule les recommandations suivantes :

- **Renforcer et élargir la communauté BOGA**
  - Encourager l'adhésion de nouveaux gouvernements nationaux et régionaux
  - Mobiliser les canaux diplomatiques et les forums internationaux pour accroître la visibilité et le soutien à l'alliance
- **Accroître le soutien financier et technique aux membres du Sud**
  - Garantir l'accès à des financements stables pour les activités facilitatrices (renforcement institutionnel, développement des compétences et formation)
  - Soutenir le déploiement de programmes pluriannuels nationaux par des ressources dédiées
- **Renforcer la transparence et la responsabilité**
  - Instaurer des rapports réguliers sur les avancées et échéances des membres
  - Mettre en place un mécanisme de suivi pour prévenir tout recul dans les engagements

## Pour plus d'information:

**Kim O'Dowd**

Chargée de campagne

Environmental Investigation Agency

kimodowd@eia-international.org +44 7 368 983 907

**Inès Urman**

Chargée de campagne

Environmental Investigation Agency

inesurman@eia-international.org +44 7 762 186 976

## References

1. United Nations. *Causes and effects of climate change*. [ici](#).
2. UN Environment Programme (2023). *Production Gap Report 2023*. Page 4. [ici](#)
3. Beyond Oil and Gas Alliance (2021). *At COP26, 11 National and Subnational Governments Launch The Beyond Oil & Gas Alliance*. [ici](#)
4. Beyond Oil and Gas Alliance (2023). *At COP28, BOGA announces new members, first grants under BOGA's Fund*. [ici](#). BOGA. *Funding available for activities that support just transitions beyond oil and gas*. [ici](#). International Institute for Sustainable Development (2021). *IISD welcomes launch of Beyond Oil and Gas Alliance, honoured to host its first permanent Secretariat*. [ici](#).